

### Agence de Toulouse

LE ZODIAQUE

1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal

31400 TOULOUSE

Tel 05 61 73 25 56

toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

### Mission(s)

ATHAND, HAND, L (\*), LE, SEI (\*), VIEL (\*)

### Nos références

310-C-2024-008G<sup>1</sup> (310-C-2024-008G)

### Date

02/10/2024

## TOULOUSE ENAC BÂTIMENT ESNAULT : RÉAMÉNAGEMENT DE SALLE AU R+1

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



### Envoi

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE - PIC-  
BONNAL Mathieu

Maître d'ouvrage

mathieu.pic-bonnal@enac.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Florian PERRAUD - Le vérificateur, Florian ROUGEMAILLE

Le chargé d'affaire,  
Florian PERRAUD

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

    IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

    IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 3

    IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 3

    IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 8

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 9

    VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)..... 10

    VIII.2 - Solidité des existants..... 12

    VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 14

    VIII.4 - Classement et référentiel..... 20

    VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)..... 22

    VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)..... 30

    VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)..... 32

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2024-008G et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Florian PERRAUD  
Le vérificateur, Florian ROUGEMAILLE

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage  
ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE  
7 AVENUE EDOUARD BELIN  
31400 TOULOUSE

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Aménagement des locaux existant : salle de cours E109 - Bureaux des marins E105 - Salle de réunion E135 - Local archives E151 - Salle de réunion E155 - Enac Toulouse

Adresse de l'opération :  
31000 TOULOUSE

### IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

50 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : Non communiqué

Durée prévisionnelle des travaux : 4 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - CCTP Lot 01

Gros Oeuvre / Démolition

### - CCTP Lot 02

Second Oeuvre

### - CCTP Lot 03

Électricité

### - CCTP Lot 04

CVC

### - 01

Plan création Salle de Cours et Salle de réunion

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE

- Absence d'espace d'usage (80\*130cm) représenté dans les salles de cours et réunions.
- \* Le retour de la Commission de Sécurité devra nous être communiqué pour prise en compte d'éventuelles remarques.

### Lot 1 - Gros Oeuvre - Démolition

- \* Salle E109 : création d'une ouverture dans le voile béton.  
Il conviendra de nous transmettre la note de calcul justificative de l'ouverture dans le voile. Les éléments mis en œuvre pour renforcement de la structure existante devront justifier une stabilité et un coupe feu de degré 1h. Il conviendra également de justifier les nouveaux efforts à reprendre dans la structure du niveau inférieur (diffusion des charges différentes).

### Lot 2 - Second Oeuvre

- Les châssis fixe vitrés devront disposer d'une signalétique à une hauteur de 1.10 et 1.60m.
- Les portes ou cadres de porte devront être de couleur contrastée vis à vis des parois des locaux.
- \* L'entreprise devra nous transmettre le dossier technique comprenant :
  - plan de repérage des éléments
  - PV de résistance et réaction au feu des matériaux
  - PV de résistance au feu des blocs portes EI30
  - PV de résistance au feu des châssis vitrés EI60
- \* L'entreprise devra nous transmettre le dossier technique comprenant (local archive) :
  - plan de repérage des éléments
  - PV de résistance et réaction au feu des matériaux
  - PV de résistance au feu des blocs portes EI30
- \* Bloc porte DAS va et vient : les vantaux devront être équipés d'une partie vitrée à hauteur de vue.
- \* Bloc porte DAS de recoupement de circulation : il conviendra de nous transmettre le dispositif de verrouillage du bloc porte avec certificat de conformité NFS 61-937 et asservissement à l'alarme incendie. Nous préciser l'implantation des BG vert de proximité.
- \* Il est prévu la mise en œuvre du bloc porte DAS va et vient CF1h entre bâtiment B1 et E1 : nous transmettre le PV de résistance au feu avec certificat NFS61-937 mode 2. Les vantaux devront être équipés d'une partie vitrée à hauteur de vue.

### Lot 3 - Electricité

- Dispositions à prévoir au niveau des interrupteurs des salles de cours et réunion.
- \* Lot CFO :  
Les installations desservant les locaux et dégagements non accessibles au public sont commandées et protégées indépendamment de celles desservant les locaux et dégagements accessibles au public à l'exception des installations de chauffage électrique.
- \* Lot CFO :  
Les canalisations alimentant les circuits terminaux des locaux à risques d'incendie (BE2 /BE3) doivent être protégées contre les défauts d'isolement, à l'exception des canalisations préfabriquées par des dispositifs à courant différentiel résiduel de courant différentiel résiduel assigné au plus égal à 300 mA (éclairage local archives).

De plus, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux.

Les canalisations électriques qui traversent de tels locaux, mais qui ne sont pas destinées à l'alimentation de ces locaux ne doivent comporter aucune connexion sur leur parcours à l'intérieur de ces locaux, à moins que ces connexions ne soient placées dans une enveloppe satisfaisant à l'essai au fil incandescent 960 °C.

### **Lot 3 - Electricité**

- \* Lot CFO :

Dans l'hypothèse où la nouvelle armoire est accessible au public elle devra respecter les deux dispositions suivantes :

1/Armoire ou un coffret satisfaisant à l'une des conditions suivantes :

- son enveloppe est métallique ;
- son enveloppe satisfait à l'essai au fil incandescent défini dans la norme NF EN 60695-2-11 (décembre 2001), la température du fil incandescent étant de 750 °C, si chaque appareillage satisfait à la même condition.

2/ Dans les locaux et dégagements accessibles au public, la manœuvre des dispositifs de commande ou de protection situés à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol est sous la dépendance d'une clé ou d'un outil.

- \* Lot CFO :

Les luminaires fixes doivent être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.

### **Lot 4 - CVC**

- \* L'entreprise devra nous transmettre les éléments suivant :

- plan des réseaux
- fiche technique des conduits.

Nous rappelons que les conduits devront être rigide et en matériau classé M0.

- \* Traitement des salles E109, E105, E135 et E155 avec cassette à tube.

Il conviendra de nous communiquer les éléments suivants :

- plan d'implantation des équipements
- type de fluides frigorigènes (contrainte à prendre en compte si fluide frigorigène inflammable)

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

### OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

### ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### SECURITE INCENDIE

#### Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

#### Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Châssis vitrés fixes : PV de résistance au feu 1 heure

#### Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Bandeau de déverrouillage électromagnétique des issues de secours : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes DAS : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes à fermeture automatique : certificat de conformité NF S 61-937

#### Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu

#### Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES/BAEH
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires



## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b></p> <p><b>Dispositions particulières</b></p> <p><b>Eléments porteurs verticaux</b> Murs et Voiles</p>	<p><b>AS</b></p>	<p>Salle E109 : création d'une ouverture dans le voile béton. Il conviendra de nous transmettre la note de calcul justificative de l'ouverture dans le voile. Les éléments mis en œuvre pour renforcement de la structure existante devront justifier une stabilité et un coupe feu de degré 1h. Il conviendra également de justifier les nouveaux efforts à reprendre dans la structure du niveau inférieur (diffusion des charges différentes).</p>

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements sur les existants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plans de récolement</li> <li>- Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...)</li> </ul>	PM	En l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, l'exercice de notre mission ne prend en compte que les éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des existants sans démontage particulier ni sondage destructif.

## VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes	SO	
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	SO	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM  PM SO	A la charge du MOA
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	
Art.4	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art. 5	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art. 6	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art. 7	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	SO	
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	SO	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	AS	Les châssis fixe vitrés devront disposer d'une signalétique à une hauteur de 1.10 et 1.60m.
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	Prévu porte de 90cm de largeur
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	SO	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	<b>Les portes ou cadres de porte devront être de couleur contrastée vis à vis des parois des locaux.</b>  <b>Les châssis fixe vitrés devront disposer d'une signalétique à une hauteur de 1.10 et 1.60m.</b>
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	<b>3° Sécurité d'usage</b>		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	AS	
	Repérage des portes vitrées	AS	
	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		<b>Dispositions à prévoir au niveau des interrupteurs des salles de cours et réunion.</b> Commande non accessible aux publics
	<b>1° Repérage</b>		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	SO	
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	AS	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	<b>2° Atteinte et usage des équipements</b>		
	Atteinte et usage des équipements électriques	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels	SO	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b>	HM	
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

a présente opération concerne l'aménagement d'une salle de cours (E109) et d'un bureau (E105) dans des locaux inutilisés à ce jour. La création d'une grande salle de réunion (E135) en lieu et place de deux locaux existants. La transformation d'un local imprimante en local archive (E151) ainsi que l'aménagement en salle de réunion du local E155. Le bâtiment existant est en R+2.

### Description sommaire des installations :

-Installation de CVC : ajout de réseaux de ventilation dans les salles avec piquage sur réseau principal dans les circulations  
-Mise en oeuvre de cassette en plafonds pour climatisation  
-Alarme de type 1 avec SSI de catégorie A existant non modifiée  
-Extincteurs portatifs non modifiés dans le cadre des travaux.

**Date d'application du référentiel réglementaire : 10/09/2024**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Suivant article R2 : selon déclaration du Maître d'Ouvrage

Effectif du public : 1112 personnes

Effectif du personnel : 378 personnes

Effectif public + personnel : 1490 personnes

<b>2ème catégorie de type R</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV de la Commission de sécurité à nous transmettre.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

PV de la Commission de sécurité à nous transmettre.

**Autres prescriptions particulières :**

PV de la Commission de sécurité à nous transmettre.

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	AF	Établissement de type R de 2nde catégorie.
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	AF	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	AS	Le retour de la Commission de Sécurité devra nous être communiqué pour prise en compte d'éventuelles remarques.
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	<b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b>		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	SO	
GN 14	Matériels du SSI	SO	
GN 14	Matériels électriques	AF	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	AF	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	<b>Section VI - Structures provisoires et démontables</b>		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables		
	<b>Livre II</b>		
	<b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
CO 1 - CO 5	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 6 - CO 10	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 11 - CO 15	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 16 - CO 18	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 19 - CO 22	<b>Section V - Façades</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	AF	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Les parois des locaux salles de cours, salle de réunions justifient un degré CF1h. Les châssis vitrés toute hauteur donnant sur la circulation justifient un degré CF1h. Les blocs portes des locaux justifient un degré PF1/2h.
		AS	<b>L'entreprise devra nous transmettre le dossier technique comprenant :</b> -plan de repérage des éléments -PV de résistance et réaction au feu des matériaux -PV de résistance au feu des blocs portes EI30 -PV de résistance au feu des châssis vitrés EI60
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	
	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	<p>Le local archive justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-paroi et plafond CF1h</li> <li>-bloc porte CF1/2h muni d'un ferme-porte.</li> </ul> <p><b>AS L'entreprise devra nous transmettre le dossier technique comprenant (local archive) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-plan de repérage des éléments</li> <li>-PV de résistance et réaction au feu des matériaux</li> <li>-PV de résistance au feu des blocs portes EI30</li> </ul>
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	SO	
<b>CO 30 - CO 33</b>	<b>Section VIII - Conduits et Gaines</b>	HM	
	<b>Section IX - Dégagements</b>		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	<p>Effectifs des salles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Salle de cours E109 et salle de réunion E135 inférieur à 50 personnes</li> <li>-Salle de réunion E155 et bureau E105 inférieur à 19 personnes.</li> </ul> <p>Ajout d'une issue de 2UP pour passage du Bâtiment E au Bâtiment C.</p>
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	<b>Portes des sorties de secours.</b>		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	<p><b>AS Bloc porte DAS va et vient : les vantaux devront être équipés d'une partie vitrée à hauteur de vue.</b></p> <p><b>AS Bloc porte DAS de recoupement de circulation : il conviendra de nous transmettre le dispositif de verrouillage du bloc porte avec certificat de conformité NFS 61-937 et asservissement à l'alarme incendie. Nous préciser l'implantation des BG vert de proximité.</b></p> <p><b>AS Il est prévu la mise en œuvre du bloc porte DAS va et vient CF1h entre bâtiment B1 et E1 : nous transmettre le PV de résistance au feu avec certificat NFS61-937 mode 2. Les vantaux devront être équipés d'une partie vitrée à hauteur de vue.</b></p>
CO 46§2	Verrouillage des portes.	AS	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	AS	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
<b>CO 61 - CO 61 §7</b>	<b>Section X - Tribunes</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sol souple de chez Tarkett ou équivalent classé U4P3E2C2 et Bfls1.
AM 8	Produits d'isolation.	AF	
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	SO	
AM 11 - AM 14	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>	SO	
AM 15 - AM18 § 3	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>		
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol.	SO	
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	AF	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	SO	
CH 3	<b>Sources énergétiques autorisées.</b>	AF	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	<b>Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur</b>	HM	
CH 13 - CH 17	<b>Section III - Stockage des Combustibles</b>	HM	
CH 18 à CH 22	<b>Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane</b>	HM	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 23 - CH 25	<b>Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 26 - CH 27	<b>Section VI - Eau Chaude Sanitaire</b>	HM	
	<b>Section VII - Traitement d'Air et Ventilation</b>		
CH 28	Installation de ventilation.	HM	Ventilation de confort existante avec réseau dans la circulation. Les travaux se limitent aux piquages sur réseaux existant pour alimenter les nouvelles salles.
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AS	<b>L'entreprise devra nous transmettre les éléments suivant :</b> <b>-plan des réseaux</b> <b>-fiche technique des conduits.</b> <b>Nous rappelons que les conduits devront être rigide et en matériau classé M0.</b>
CH 33	Prises et rejets d'air.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 34	Dispositifs de sécurité.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	AS	<b>Traitement des salles E109, E105, E135 et E155 avec cassette à tube.</b> <b>Il conviendra de nous communiquer les éléments suivants :</b> <b>-plan d'implantation des équipements</b> <b>-type de fluides frigorigènes (contrainte à prendre en compte si fluide frigorigène inflammable)</b>
CH 36	Centrale de traitement d'air.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	
CH 38	Filtres.	HM	
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 44 - CH 56	<b>Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur</b>	HM	
	<b>Section IX - Entretien et Vérification</b>		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>	AF	Voir liste des documents à transmettre.
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	Les travaux sont prévus conformes à la NFC 15-100.
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	HM	Si existant, non modifié.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AS	<b>Lot CFO :</b> Les installations desservant les locaux et dégagements non accessibles au public sont commandées et protégées indépendamment de celles desservant les locaux et dégagements accessibles au public à l'exception des installations de chauffage électrique.  A la charge de l'exploitant.  AF  AS <b>Lot CFO :</b> Les canalisations alimentant les circuits terminaux des locaux à risques d'incendie (BE2 /BE3) doivent être protégées contre les défauts d'isolement, à l'exception des canalisations préfabriquées par des dispositifs à courant différentiel résiduel de courant différentiel résiduel assigné au plus égal à 300 mA (éclairage local archives).  De plus, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux.  Les canalisations électriques qui traversent de tels locaux, mais qui ne sont pas destinées à l'alimentation de ces locaux ne doivent comporter aucune connexion sur leur parcours à l'intérieur de ces locaux, à moins que ces connexions ne soient placées dans une enveloppe satisfaisant à l'essai au fil incandescent 960 °C.
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	PM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	AS	
<b>Section II – Règles d'Installation</b>			
EL 5	Locaux de service électrique.	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d’émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	Si existant, non modifié.
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	HM	
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	Si existant, non modifié.
EL 9	Tableaux "normaux".	AS	<b>Lot CFO :</b>  Dans l'hypothèse où la nouvelle armoire est accessible au public elle devra respecter les deux dispositions suivantes : 1/Armoire ou un coffret satisfaisant à l'une des conditions suivantes : - son enveloppe est métallique ; - son enveloppe satisfait à l'essai au fil incandescent défini dans la norme NF EN 60695-2-11 (décembre 2001), la température du fil incandescent étant de 750 °C, si chaque appareillage satisfait à la même condition. 2/ Dans les locaux et dégagements accessibles au public, la manœuvre des dispositifs de commande ou de protection situés à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol est sous la dépendance d'une clé ou d'un outil.
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	SO	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	AF	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	SO	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	Disposition existante non modifiée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AS	<p><u>Lot CFO :</u></p> <p>Dans l'hypothèse où la nouvelle armoire est accessible au public elle devra respecter les deux dispositions suivantes :  1/Armoire ou un coffret satisfaisant à l'une des conditions suivantes :  - son enveloppe est métallique ;  - son enveloppe satisfait à l'essai au fil incandescent défini dans la norme NF EN 60695-2-11 (décembre 2001), la température du fil incandescent étant de 750 °C, si chaque appareillage satisfait à la même condition.  2/ Dans les locaux et dégagements accessibles au public, la manœuvre des dispositifs de commande ou de protection situés à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol est sous la dépendance d'une clé ou d'un outil.</p>
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	SO	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	AF	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	<p><u>Lot CFO :</u></p> <p>Les luminaires fixes doivent être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.</p>
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	PM	
EC 7 - EC 15	Section III - Eclairage de Sécurité	HM	Disposition existante non modifiée.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	
MS 1 - MS 75	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b></p> <p><b>Section I - Généralités</b></p> <p>R1 Etablissements assujettis</p> <p>R2 Détermination de l'effectif</p> <p>R3 Conditions particulières d'exploitation</p> <p>R4 Parc de stationnement couvert</p> <p>R5 Utilisation de produits et de matériels dangereux</p> <p><b>Section II - Construction</b></p> <p>R6 Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures</p> <p>R7 Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique</p> <p>R8 Préaux</p> <p>R9 Volumes libres intérieurs</p> <p>R10 Locaux à risques</p> <p>R11 Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique</p> <p>R12 <b>Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche</b></p> <p>R12§1 Produits toxiques et liquides inflammables.</p> <p>R12§2 Distribution de gaz dits spéciaux</p> <p>R12§3 Distribution de liquides inflammables</p> <p><b>Section III - Dégagements</b></p> <p>R13 Largeur des dégagements</p> <p>R14 Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants</p> <p>R15 Escaliers</p> <p>R16 Portes</p> <p>R17 <b>Portes des sorties de secours</b></p> <p><b>Section IV - Aménagements</b></p> <p>R18 Sièges de la salle polyvalente</p> <p><b>Section V -Désenfumage</b></p> <p>R19 <b>Domaine d'application</b></p> <p>R19 §1 Classe des locaux</p> <p>R19 §2 Exigences de désenfumage</p> <p>R19 §3 Désenfumage des locaux par les fenêtres</p> <p>R19 §4 Désenfumage naturel des circulations</p> <p>R19 §4 Désenfumage mécanique des circulations</p> <p>R19§5 Détection automatique des circulations</p> <p><b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b></p> <p>R20 Règles d'utilisation</p> <p>R21 Température des appareils d'émission.</p> <p>R22 Ventilation</p>	<p></p> <p>HM</p>	<p>Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.</p> <p>Cf « Classement et référentiel » A respecter par l'exploitant.</p> <p>Article abrogé.</p> <p>Article abrogé</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R23	Installations pédagogiques		
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	Disposition existante non modifiée.
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	HM	Disposition existante non modifiée.
	<b>Section IX - Cuisines</b>		
R28	<b>Grande cuisine associée à une salle polyvalente</b>		
R28	Isolement		
R28	Portes à fermeture automatiques en cas de transit du public en volume de cuisine		
R29	Cuisines pédagogiques		
	<b>Section X - Moyens de Secours</b>		
R30	Moyens d'extinction		
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme		
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil		
R31 §2	- Equipement d'alarme		
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments		
R32	Système d'alerte		
R33	Exercices d'évacuation	HM	A respecter par l'exploitant.

## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
R4214-5 - R4214-8	<b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4214-9 - R4214-17	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4214-18 - R4214-21	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>	HM	
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Les travaux sont prévus conformes à la NFC 15-100.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	HM	Disposition existante non modifiée.
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	PM	Cf EL§4.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	Disposition existante non modifiée.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	HM	Disposition existante non modifiée.